

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Infos internationales

- Chine. Les expropriations violentes se multiplient en Chine. (31.01)
- Italie. Des magistrats italiens protestent contre un projet de réforme. (31.01)
- Afghanistan. La tension monte entre Otan et Afghans après une bavure. (31.01)
- Dix ans après sa naissance, le mouvement altermondialiste s'interroge sur son avenir politique (30.01)
- Espagne. Le PSOE en bon gestionnaire du capitalisme. (30.01)
- Tunisie. Le président de l'Université libre de Tunis critique M. Ben Ali : l'établissement devra fermer. (30.01)
- Afghanistan. Hamid Karzaï tend la main aux talibans. (29.01)
- Yémen: «*Une situation trop explosive pour envisager une intervention plus directe*». (29.01)
- COR-L'OMS accusée d'avoir surestimé les risques du virus H1N1. (27.01)
- Au Japon, les électeurs de Nago refusent l'arrivée d'une base américaine. (26.01)
- USA. Joseph Stiglitz salue le plan Obama pour réformer les banques (25.01)
- USA. Obama vs Wall Street : une guerre perdue d'avance ? (25.01)
- Italie. Vote d'un projet de loi mettant fin aux procès contre Berlusconi. (21.01)
- Venezuela: le gouvernement nationalise trois nouvelles banques. (20.01)
- Afghanistan. Les talibans attaquent au coeur de Kaboul. (20.01)
- UE. La pauvreté touche 17% des habitants de l'Union européenne. (20.01)
- USA. Record du nombre de saisies immobilières en 2009 aux Etats-Unis. (15.01)
- Inde : une classe moyenne à la fois mondialisée et patriote. (14.01)
- Israël approuve la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte. (13.01)
- Italie. Emeutes de travailleurs migrants dans le sud de l'Italie. (09.01)
- UE. L'Espagne veut «muscler» la stratégie de Lisbonne. (09.01)
- Russie. Le pouvoir russe s'attaque aux syndicats, sous couvert de lutte antiterroriste. (09.01)
- Irak. 15 partis menacés d'inéligibilité pour les législatives en Irak .(09.01)
- Italie. Un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes en Italie. (09.01)
- USA. Des gouvernements étrangers et des multinationales financent la fondation Clinton. (03.01)
- Afghanistan. Le parlement afghan retoque la quasi-totalité des ministres choisis par Karzaï. (03.01)
- G-B. L'idée d'un contrôle au faciès dans les aéroports fait son chemin en Grande-Bretagne. (03.01)
- Inde. Ratan Tata: "*L'Asie va dominer le siècle*". (01.01)

Ratan Tata: "*L'Asie va dominer le siècle*". (01.01)

Lexpress.fr - 29.12.09

Ratan Tata est un des hommes les plus influents d'Inde. A la tête de l'empire familial Tata, un immense conglomérat, il est au coeur de la mue industrielle indienne. L'Express l'a rencontré.

Lorsque Hillary Clinton vient à Bombay, elle demande à voir le "chairman". Quand le Premier ministre indien, Manmohan Singh, se rend à la Maison-Blanche, il est du voyage. C'est dire l'influence de Ratan Tata, 72 ans ce 28 décembre. A la tête de l'empire familial, fondé en 1868 par son arrière-grand-père, cet entrepreneur a développé un immense conglomérat présent dans l'acier, les télécoms, le nucléaire, le thé ou encore les hôtels, dont le fleuron, le Taj Mahal de Bombay, a été l'une des cibles des attentats de novembre 2008. Mais sa passion reste l'automobile: il n'est pas peu fier d'avoir racheté Jaguar et lancé la Nano, la "voiture du peuple". Pour L'Express, cet aristocrate parsi explique aussi pourquoi "la plus grande démocratie du monde" n'a pas vraiment été affectée par la crise. Et présente sa vision d'un siècle où l'Inde a encore beaucoup de retard à rattraper face à la Chine.

Plus d'un an après la faillite de Lehman Brothers, et après la crise de Dubaï, redoutez-vous d'autres secousses qui pourraient mettre en danger l'économie mondiale?

La vérité, c'est qu'une crise est toujours susceptible d'éclater. Je ne peux pas prédire s'il y aura d'autres Dubai, mais aujourd'hui le monde entier est devenu très prudent. L'accès aux liquidités ne sera plus jamais le même. L'argent facile ne sera plus d'actualité. Le nouvel ordre sera marqué par une consommation plus faible et une croissance plus modérée.

Le monde sort-il de la récession? Je pressens quelques signes d'amélioration en Amérique du Nord. Ce sera plus lent en Europe, où le ralentissement de la croissance va probablement se traduire par la montée d'un protectionnisme rampant. Cela pourrait aussi se produire aux Etats-Unis. Mais l'Asie va continuer à enregistrer des taux de croissance considérables.

Comment l'Inde a-t-elle traversé la crise?

J'ai l'impression que l'Inde n'a jamais été en crise. Celle-ci lui a été imposée. Dès que le gouvernement a réalisé qu'il fallait investir massivement dans les infrastructures, l'économie s'est immédiatement rétablie parce qu'elle n'avait jamais été confrontée à une crise de la demande ou à l'effondrement de son système financier.

BIO - Ratan Tata

1937 - Naissance à Bombay, en Inde.

1962 - Diplômé d'architecture à l'université Cornell, aux Etats-Unis. Rejoint le groupe Tata en décembre de la même année.

1971 - Son père lui confie la filiale Nelco (électronique).

1991 - Prend les commandes du conglomérat familial, qu'il réorganise en sept secteurs d'activité.

2005 - Elu "Homme d'affaires de l'année" par le magazine Forbes.

2007 - Acquisition du sidérurgiste anglo-néerlandais Corus.

2008 - Rachat de Land Rover et de Jaguar au groupe Ford.

2009 - Lancement de la Nano, la voiture la moins chère.

Mais les exportations ont chuté de 33%!

Bien sûr, comment voulez-vous enregistrer une croissance à l'exportation alors que les économies du monde sont à genoux? Mais n'oubliez pas que nous avons plus de 1 milliard d'habitants et un marché potentiel considérable de 500 millions de consommateurs. Le pays s'en est sorti indemne parce que rien n'est fondamentalement mauvais dans le modèle indien. On attend un taux de croissance de 8 à 9%. L'Inde est sur la bonne voie.

Est-elle devenue pour autant une superpuissance?

Je ne sais pas si nous sommes une superpuissance. Nous sommes confrontés à d'énormes défis, comme l'éducation et l'emploi. Je préfère parler d'un pouvoir émergent de plus en plus important dans la région.

Pour le groupe Tata, l'année a été mouvementée. Vous aviez racheté Jaguar et Land Rover à un prix élevé, juste avant la crise, et, depuis, les ventes se sont effondrées. Même constat avec le géant de l'acier Corus, affaibli par la récession. Vous avez aussi lancé la Nano, la voiture la moins chère du monde, mais vous avez dû délocaliser le site de production...

Pour moi, cette année a été la plus difficile que j'aie connue! Cependant, avec le recul, je ne pense pas avoir payé Jaguar et Land Rover trop cher. C'est vrai, le timing était malheureux, mais les négociations duraient depuis plus d'un an et personne ne pouvait prévoir cette crise, la pire de l'histoire de l'industrie automobile.

Avez-vous éprouvé un sentiment de revanche lorsque vous avez racheté ces deux bijoux industriels de la Couronne britannique?

J'ai savouré ce moment, mais sans aucun goût de revanche. Je suis un passionné d'automobiles, et acquérir des marques de ce standing, oui, c'est vrai, cela procure une immense fierté. Cependant, ces groupes mythiques sont aussi synonymes d'un certain traditionalisme avec lequel nous devons rompre. Parce que le monde ne fonctionne plus comme dans les années 1950.

Les achats de Jaguar et de Land Rover, après celui de Corus, ont-ils conforté votre statut d'empire global?

Ces acquisitions ont été importantes d'un point de vue stratégique et tactique. Tata Motors, par exemple, est devenu le premier constructeur automobile de l'Inde. Cela nous aurait demandé vingt ans d'un travail acharné pour implanter une marque de luxe sur le marché international.

Pour produire la Nano, vous avez investi près de 300 millions de dollars sur un site de production, au Bengale-Occidental, que vous avez abandonné en raison de l'opposition locale. Que s'est-il passé?

Je me suis dit que nous pouvions devenir la première grande industrie à s'installer au Bengale-Occidental, un Etat dirigé par un gouvernement communiste depuis près de trente ans. A tort. Les murs du site étaient constamment démolis, le matériel volé. Le gouvernement m'a proposé une protection policière. J'ai répondu qu'on ne gérait pas une usine ainsi et nous avons décidé de partir nous installer dans le Gujerat.

Une telle opposition n'aurait pas pu se produire en Chine...

Non.

Ne touche-t-on pas à la différence fondamentale de système entre l'Inde et la Chine : d'un côté, la plus grande démocratie du monde; de l'autre, un capitalisme autoritaire ?

Cela prouve qu'en Inde la politique prime sur l'économie ou la prospérité!

N'est-ce pas aussi l'illustration, en Inde, d'un choc terrible entre l'agriculture traditionnelle et l'industrialisation?

Oui, cela va devenir un grave problème en Inde. Le gouvernement doit s'y attaquer. L'agriculture ne représente plus que 15% du PIB, contre plus de 50% auparavant. La population rurale a massivement migré vers les villes pour y trouver du travail. Et, aujourd'hui, des fermiers se suicident parce qu'ils croulent sous les dettes.

Revenons à la Nano. Redoutez-vous la concurrence à venir de Renault-Bajaj ou de General Motors et de son allié chinois?

Je n'ai jamais pensé que nous resterions les seuls sur ce marché. Je suis vraiment fier d'une chose: si nous n'avions pas lancé la Nano, il n'y aurait pas eu cet engouement pour les voitures à bas prix.

Préparez-vous une version électrique ?

Des prototypes roulent déjà sur nos pistes d'essais. La Nano électrique sera disponible d'ici à deux à trois ans. Cela dépendra pour beaucoup de notre capacité à contrôler les activités de production des batteries.

Et pour l'Europe?

Nous réfléchissons à une version européenne pour 2011. La Nano a rempli les exigences des "crash tests". Mais nous préparons un moteur plus puissant pour que ce ne soit pas seulement une voiture de ville. Baptisée, pour l'heure, Europa, elle coûtera entre 5000 et 6000 euros.

Dans le futur, General Motors n'aura plus d'usines de production Renault et Tata non plus

A quoi ressemblera la voiture du futur?

Ce sera probablement une voiture électrique ou hybride qui consomme intelligemment. Le véhicule à piles à combustible n'est pas pour demain. L'industrie automobile du futur sera très différente. General Motors n'aura plus d'usines de production, Renault et Tata non plus... Des sous-traitants indépendants assureront la fabrication des modèles pour plusieurs marques. Les constructeurs se concentreront sur la recherche, le développement et le marketing.

Quelle est votre contribution à la lutte contre le réchauffement climatique?

Toutes nos filiales ont adopté un credo environnemental: nos nouveaux investissements devront intégrer un processus de production plus écologique. Nous revoyons également nos pratiques pour remplacer peu à peu les procédés polluants. Nos usines électriques sont tournées vers les énergies solaire, éolienne et géothermique. Bref, notre engagement en tant que constructeur responsable est réel.

Allez-vous poursuivre votre stratégie de conquête?

Cela n'aurait aucun sens de nous limiter aux frontières de l'Inde. Dans certains secteurs, nous détenons déjà 60% du marché. Mais nous devons d'abord digérer nos acquisitions. En même temps, il nous faut réduire nos coûts et nos prix pour rendre nos produits accessibles aux classes les plus populaires. Dans l'électroménager, le textile, l'horlogerie, l'immobilier, nous cherchons à fabriquer des vêtements, des montres, des maisons low cost.

Etes-vous inquiet de la renaissance de la Chine?

Je suis très impressionné par ce pays, que je considère avec beaucoup de respect. Quiconque refuserait d'apprendre de la Chine serait aveugle. Nous faisons d'ailleurs déjà beaucoup d'affaires là-bas. La Chine m'a appris à voir "grand". J'espère que nos deux pays trouveront un moyen de travailler comme des acteurs complémentaires plutôt que comme des adversaires qui ont peur l'un de l'autre.

Combien de temps faudra-t-il à l'Inde pour rattraper la Chine?

La question n'est pas à l'ordre du jour. La Chine va continuer à croître à un rythme fantastique, bien plus élevé que celui de l'Inde.

Le XXI^e siècle sera sans doute le siècle de l'Asie, mais qui dominera, la Chine ou l'Inde?

L'Asie va dominer le siècle. Mais je ne souhaite pas me prononcer entre l'Inde et la Chine. Il y aura des secteurs de domination indienne, comme les logiciels et les services. La Chine va demeurer l'usine du monde.

Y a-t-il un modèle indien?

Notre modèle, c'est que nous sommes la plus grande démocratie du monde. Nous avons un fort taux d'analphabétisme mais nous organisons des élections plutôt justes. Je suis fier de ce que nous avons accompli durant soixante ans d'indépendance.

Qu'attendez-vous de Barack Obama?

J'aimerais que la démocratie la plus ancienne du monde puisse s'allier avec la démocratie la plus grande du monde. Tous les signaux confirment que nous avons en Barack Obama un ami de l'Inde. Si nous arrivons à dépasser certaines des suspicions anciennes, non pas au niveau présidentiel, mais au sein du Département d'Etat, il y aura une alliance très bénéfique entre nos pays.

Et qu'attendez-vous de la France? La France est-elle trop petite pour l'Inde...?

Non, non [Rires]. Vous savez, la France a toujours été très proche de l'Inde. Il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire ensemble.

L'Inde veut la place qu'elle mérite en tant que nation de plus de 1 milliard d'habitants

Un peu plus d'un an après les attentats qui ont frappé Bombay, l'Inde est-elle mieux préparée face au terrorisme?

Malheureusement, je ne le pense pas. L'Inde reste exposée au danger et ce n'est pas acceptable. Beaucoup d'entre nous sommes extrêmement inquiets de l'instabilité de nos voisins, le Pakistan et l'Afghanistan, dont nous pourrions très bien, hélas, être les victimes en cas d'escalade. Il est très important que les grandes puissances s'emploient à ramener la stabilité si l'on veut éviter que la région ne sombre dans le chaos.

Quel rôle l'Inde devrait-elle jouer dans le monde?

Elle devrait siéger au Conseil de sécurité et jouer un plus grand rôle au FMI et ailleurs. Ce que l'Inde veut aujourd'hui, c'est la place qu'elle mérite en tant que nation de plus de 1 milliard d'habitants!

Vous quitterez votre poste dans trois ans. Avez-vous désigné un héritier?

Je n'ai pas choisi de successeur. Ce pourrait être un homme, une femme, un Indien ou pas, un membre de la famille ou non. La question reste ouverte. Nous avons mis en place une procédure pour faire le bon choix.

Quelle voiture conduisez-vous?

Je viens juste d'acquérir une Ferrari.

Le magazine Forbes vient de publier la nouvelle liste des milliardaires en Inde. En un an, elle a doublé, mais vous n'y figurez pas...

C'est parce que je ne suis pas milliardaire!

Mais vous êtes le grand patron de Tata...

Je suis simplement le chairman et je touche un salaire plutôt modeste à l'aune des standards indiens.

On dit que vous êtes un souverain discret...

Je suis très heureux de ne pas être vulgairement assimilé à un clan de milliardaires. J'ai un petit héritage assez confortable et cela me satisfait pleinement.

L'idée d'un contrôle au faciès dans les aéroports fait son chemin en Grande-Bretagne. (03.01)

Le Monde - 02.01

L'attentat manqué contre l'Airbus de Northwest Airlines le jour de Noël, dont l'auteur est un jeune Nigérian, fait ressurgir la très délicate question du contrôle au faciès. Le gouvernement britannique pourrait en effet autoriser des mesures de haute sécurité visant certaines catégories de la population, rapporte le Guardian, qui redoute que ces contrôles ciblés ne visent in fine des groupes ethniques en particulier.

Le quotidien anglais, qui cite une source gouvernementale, affirme que le "profiling" de passagers fait partie des nouvelles mesures de sécurité envisagées dans les aéroports sur ordre du premier ministre Gordon Brown. Cette idée est apparue après que plusieurs hauts responsables aéroportuaires ont prévenu qu'il serait impossible de contrôler l'ensemble des passagers avec les nouveaux scanners corporels que le gouvernement veut introduire dans les aéroports.

Ces scanners, qui ressemblent à des cabines, permettent de voir ce qu'un passager dissimule sous ses vêtements et notamment des substances invisibles pour les détecteurs classiques. Mais selon les responsables aéroportuaires anglais cités par le Guardian, ils seraient "trop volumineux, lents et chers pour que leur installation généralisée soit viable" et il s'agirait donc de "choisir" les passagers à scanner. Déjà à l'oeuvre dans dix-neuf aéroports américains, ces nouveaux scanners gagnent du terrain chez les Européens. Outre la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Italie ont annoncé vouloir les utiliser.

"VOYAGEURS ORDINAIRES"

De nombreux responsables de la sécurité aéroportuaire britanniques réclament depuis longtemps de pouvoir recourir au "profiling" des passagers afin de détecter d'éventuels terroristes. Ils affirment que cette surveillance accrue se concentrerait uniquement sur les comportements suspects, mais "il est à craindre que les voyageurs seront sélectionnés pour des contrôles approfondis en fonction de leur race, de leur religion ou de leur origine ethnique", estime le Guardian.

Norman Shanks, ancien responsable de la sécurité de BAA, le principal opérateur aéroportuaire britannique, explique au quotidien : "Il s'agit de détecter ceux qui agissent différemment des passagers ordinaires. Néanmoins, cela reviendra à cibler un groupe particulier de gens parce que malheureusement, c'est ce groupe qui pose des problèmes actuellement". L'Association des opérateurs d'aéroports britannique (Airport Operators Association) et BAA sont tous deux en faveur du "profiling" de passagers. "Nous aimerions voir une combinaison de technologie, de renseignement et de profiling", résume un porte-parole de BAA.

Aux Etats-Unis aussi, l'attentat manqué du vol Amsterdam-Detroit devrait se traduire par une pluie de contrats pour les fabricants de scanners corporels et a fait ressurgir la question du contrôle au faciès. Les règles édictées par le gouvernement américain sont certes très claires en la matière : le contrôle au faciès est interdit. Pour autant, avec la taille des files d'attente allant crescendo dans les aéroports depuis l'attentat manqué, ce serait se voiler la face que de croire que les agents de sécurité font fi de l'origine ethnique des passagers lorsque vient le moment d'effectuer des contrôles, estiment des experts en sécurité.

L'un des seuls élus à appeler les autorités à moins rechigner a publiquement défendu sa cause le lendemain de l'attentat manqué. "L'immense majorité des musulmans sont des gens fantastiques", a argué Peter King, représentant républicain de l'Etat de New York sur la chaîne Fox News, "mais 100 % des terroristes islamistes sont musulmans, et ce sont nos ennemis aujourd'hui". "Alors, même s'il ne faut pas adopter la religion comme critère de contrôle, nous ne devrions pas non plus reculer et exclure [les musulmans] des listes" des personnes surveillées, a-t-il conclu.

Le parlement afghan retoque la quasi-totalité des ministres choisis par Karzaï. (03.01)

Reuters - 02.01

Nouvel épisode de la crise politique afghane. Le Parlement est entré en résistance et a infligé un camouflet au président Hamid Karzaï, en refusant sa confiance samedi à 17 des 24 ministres qu'il avait désignés, dont le tout-puissant seigneur de la guerre Ismaïl Khan, ainsi que la seule femme de l'équipe gouvernementale

Le vote, laborieux, a duré la quasi-totalité de la journée, s'achevant sur le rejet de près de 70% de l'équipe dont Karzaï avait annoncé la liste à la mi-décembre.

Le président, déjà très mal élu, avait souhaité conserver 12 des ministres du gouvernement sortant, entre autres pour satisfaire la communauté internationale, qui voulait voir rester en poste les ministres expérimentés et de confiance.

Mais nombre des ministres que Karzaï souhaitait garder ont semblé aux députés être choisis pour de toutes autres raisons que leur compétence.

"Je crois malheureusement que les critères étaient soit l'appartenance ethnique, soit la corruption ou l'argent", a persiflé la députée Fawzia Kufi avant le vote.

Le plus controversé était Ismaïl Khan, ministre de l'Eau et de l'Energie, seigneur de la guerre notoire tout-puissant dans la province de Hérat (ouest), accusé de crimes de guerre par l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW).

Le maintien d'Ismaïl Khan montre, selon les analystes, la dépendance de Karzaï envers les hommes forts régionaux et leurs intérêts particuliers.

Et prouverait donc que, malgré les promesses de réformes de Karzaï, les tendances de sa première présidence, marquée par la corruption, le népotisme et les luttes d'intérêts privés, risquent de se poursuivre.

Le rejet de la ministre chargée des Affaires féminines est en revanche un coup dur d'un autre genre pour le président pro-occidental, qui s'est engagé à renforcer la présence des femmes aux plus hautes responsabilités dans cette société très traditionnelle toujours sous domination masculine.

Karzaï a annoncé qu'il procéderait à de nouvelles nominations, mais on ne savait pas quand elles auraient lieu, ni la date éventuelle d'un vote du parlement.

Le poste de chef de la diplomatie restait en tous cas sans attribution: Karzaï a demandé au sortant, Rangin Dadfar Spanta, de rester en place jusqu'au 28 janvier, date de la conférence internationale de Londres sur l'avenir de l'Afghanistan.

Par ailleurs, et malgré les inquiétudes liées à l'état du système électoral afghan, la Commission électorale a annoncé samedi la tenue d'élections législatives pour le 22 mai.

D'ici là, Kaboul aura besoin d'environ 50 millions de dollars (34,8 millions d'euros) de la communauté internationale pour organiser ce scrutin, dont le montant total est estimé à 120 millions de dollars (83,5 millions d'euros), a précisé le président de la Commission, Ali Najafi.

Depuis les cafouillages et péripéties ayant marqué l'élection présidentielle d'août, qui s'est terminée par la réélection de Karzaï après l'annulation du second tour, les pressions se sont multipliées en faveur d'un report des législatives, et d'une réforme électorale préalable.

Mais Karzaï insiste pour que la constitution, qui prévoit ce scrutin d'ici mai, soit respectée.

Ali Najafi a reconnu que la sécurité serait un problème, précisant que les opérations de vote n'auraient pas lieu dans les secteurs où elle ne pourra pas être assurée. Il a laissé entendre que les électeurs de ces régions pourraient aller voter ailleurs: lors du scrutin présidentiel, un arrangement de ce type avait été mis sur pied pour dix circonscriptions.

"Nous n'avons eu aucune réaction de la communauté internationale disant qu'elle ne soutient pas l'élection", a ajouté Ali Najafi, soulignant que l'ONU avait "fait certaines recommandations et réclaté certaines réformes". Et de préciser qu'une réforme électorale n'était pas de son ressort, mais de celui du parlement.

Des gouvernements étrangers et des multinationales financent la fondation Clinton (03.01)

AP - 03.01

Des pays comme la Norvège ou Oman, mais aussi des multinationales comme Coca-Cola ont figuré en 2009 parmi les soutiens financiers de la fondation créée par Bill Clinton, selon la liste révélée vendredi par cette fondation elle-même.

Cette liste dont l'Associated Press a obtenu copie détaille les bienfaiteurs de la fondation mise sur pied par l'ancien président américain, et associe à chacun un ordre de grandeur pour évaluer sa contribution, sans chiffre précis.

Le montant alloué par chaque bienfaiteur en 2009 n'est pas détaillé, la fondation se contentant de communiquer une somme étalée sur plusieurs années.

La Norvège, qui a de nouveau donné en 2009, a fait don de 15 à 25 millions de dollars depuis la création de la fondation Clinton il y a une dizaine d'années, et Oman de 1 à 5 millions. Coca-Cola, le circuit professionnel de golf américain PGA, le milliardaire Donald Trump, la Fondation Bill and Melinda Gates ou encore AUSAID, une émanation du gouvernement australien, figurent aussi parmi les donateurs.

L'Arabie saoudite, le Koweït, Qatar ou Brunei, qui figuraient dans la liste des donateurs publiée en 2008, n'ont pas versé de contribution en 2009.

M. Clinton n'est pas légalement obligé de révéler qui finance sa fondation à but humanitaire et écologique. Il le fait afin de ne pas susciter de soupçons de conflit d'intérêt dans la mesure où son épouse Hillary Clinton est la patronne de la diplomatie américaine.

Barack Obama avait fait de cette transparence une condition à l'accession de Mme Clinton à la tête du Département d'Etat. La Maison Blanche n'a pas souhaité faire de commentaires sur la publication de cette liste.

Un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes en Italie. (09.01)

Reuters - 08.01

Les enfants étrangers ne pourront pas constituer plus de 30% des effectifs des classes en Italie à partir de la rentrée de septembre, a fait savoir vendredi le gouvernement italien.

Ce dernier a expliqué cette mesure par le besoin de mieux intégrer les enfants d'immigrés dans la société italienne et d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans des classes ghettos, uniquement composées d'étrangers.

"L'école doit être le lieu de l'intégration", a déclaré la ministre de l'Education Mariastella Gelmini. "Nos écoles sont prêtes à accepter toutes les cultures et tous les enfants du monde. Dans le même temps, les écoles italiennes doivent maintenir leurs propres traditions avec fierté et diffuser la culture de notre pays", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

L'opposition de centre gauche et certains syndicats ont critiqué cette réforme, y voyant une mesure qui ne fera qu'accroître le sentiment d'exclusion des immigrés. Un des dirigeants de l'opposition, Antonio Di Pietro, a même qualifié le projet de "dangereux".

"C'est dangereux parce que des actes de barbarie ont été commis par le passé au nom de la protection des espèces et de l'identité nationale", a déclaré Di Pietro. "Fixer un plafond de 30% d'élèves étrangers dans les classes ne favorise pas l'intégration mais a des relents de racisme".

On dénombre 600.000 élèves étrangers dans les écoles italiennes, dont un tiers sont nés en Italie.

15 partis menacés d'inéligibilité pour les législatives en Irak .(09.01)

Reuters - 08.01

Quinze partis politiques, dont celui d'un dirigeant sunnite en vue, devraient être décrétés inéligibles au scrutin législatif prévu le 7 mars en Irak, en raison de leurs liens supposés avec l'ancien régime de Saddam Hussein, estime une commission ad hoc.

La recommandation de la "Commission justice et responsabilité", instance indépendante chargée de s'assurer que l'ancien parti Baas de

Saddam Hussein ne revienne pas au pouvoir, doit encore être ratifiée par la commission électorale et pourra être contestée devant les tribunaux.

Mais la légitimité de ses conclusions, qui pourraient raviver les tensions intercommunautaires en Irak, a été immédiatement contestée par les partis visés, dont le Front du dialogue national de Saleh al Moutlak.

Moutlak, un dirigeant très populaire parmi la minorité sunnite, a qualifié d'absurdes et de politiques les recommandations de l'ex-"commission de débaassification" du pays. "Cela prouve une fois de plus l'absence de base véritable pour un processus démocratique en Irak", a-t-il dit à Reuters.

"Si défendre l'Irak et se prononcer contre l'occupation est considéré comme répandre des idées baassistes, ils ont raison. Autrement, je n'ai jamais rien dit au nom d'un autre parti que le Front auquel j'appartiens", s'est-il défendu. "Je ferai appel de cette décision devant le tribunal fédéral et nous verrons bien s'il y a une vraie justice en Irak, ou non", a-t-il ajouté.

Des milliers de baassistes ont été évincés de l'administration après le renversement de l'ancien régime par l'armée américaine en 2003 mais Washington a ultérieurement admis que cette purge avait été poussée trop loin.

Les Etats-Unis ont alors entrepris des efforts pour réconcilier la communauté sunnite, qui dominait le pays sous Saddam Hussein, avec la majorité chiite installée au pouvoir grâce à l'intervention américaine.

A la suite des affrontements entre les deux communautés, qui ont fait des dizaines de morts, le Premier ministre chiite Nouri al Maliki s'était engagé à laisser de nombreux anciens baassistes réintégrer l'administration, tout en jurant d'écraser dans l'oeuf toute tentative de résurrection du Baas.

Mais les résistances qu'il rencontre au parlement à ce sujet et les recommandations formulées jeudi par la Commission justice et responsabilité montrent à quel point la question reste extrêmement sensible.

Le pouvoir russe s'attaque aux syndicats, sous couvert de lutte antiterroriste. (09.01)

Le Monde - 08.01

Le projet de loi a été présenté en lecture à la Douma, la Chambre basse du Parlement, quelques jours avant la période de vacances annuelles, début janvier. Sous couvert de protection antiterroriste, le gouvernement russe entend punir sévèrement les personnes qui bloquent les voies publiques, routes ou chemins de fer. Cet acte législatif semble s'adresser directement aux manifestants, notamment dans les villes mono-industrielles particulièrement frappées par la crise économique.

Le projet de loi, présenté par le ministre des transports et le vice-premier ministre Sergueï Ivanov, est particulièrement répressif. Le contrevenant qui bloque un grand axe routier ou ferroviaire risque jusqu'à deux ans de prison et l'équivalent de 2 300 euros d'amende. Les fonctionnaires qui ne respectent pas la procédure lors de tels incidents sont également passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement. Avec une célérité surprenante, la Cour suprême a donné son aval aux articles du projet de loi en moins d'une semaine.

L'exemple de Pikaliovo

Quelques semaines à peine après l'attentat contre le train rapide Nevski-Express entre Moscou et Saint-Pétersbourg, le 27 novembre 2009, le gouvernement russe présente cette mesure comme une réponse à la "menace croissante d'actes de malfaisance, notamment de nature terroriste". Depuis 2005, il y aurait eu officiellement près de 4 000 actes de dégradation de matériel sur les routes et voies ferrées, parmi lesquels près de 400 gestes "à caractère terroriste, factice ou avéré".

La presse russe a cependant trouvé une autre interprétation au projet législatif, baptisé par ses détracteurs "loi anti-Pikaliovo". A Pikaliovo, petite ville mono-industrielle de la région de Saint-Pétersbourg, les ouvriers d'une usine de ciment frappée par la crise avaient bloqué la voie d'accès au bourg en juin 2009.

L'affaire avait fait grand bruit dans le pays. Le premier ministre, Vladimir Poutine, avait dû se rendre sur place pour présenter à la hâte un projet de redressement de la région et rappeler à l'ordre actionnaire et fonctionnaires. Le "précédent" de Pikaliovo a ensuite essaimé, à moindre échelle, à travers le pays ; les menaces de blocage des grands axes routiers et ferroviaires sont devenues à la mode. A Baïkalsk, en Sibérie, des grévistes envisageaient d'interrompre le parcours du Transsibérien qui passe à proximité. A Kirov, dans l'Altaï, à Ivanovo, des petits groupes de travailleurs bloquaient des axes de circulation afin d'attirer l'attention sur des arriérés de salaire de plusieurs mois ou sur un passage forcé au travail à temps partiel, en raison de la crise.

Le projet de loi, qui devrait être adopté sans difficulté en janvier par la Douma, prévoit que ces délits relèveront du code pénal. Les autorités s'inquièteraient-elles d'une montée de fièvre sociale ? A l'automne 2009, la presse évoquait des manoeuvres policières à grande échelle. En guise d'entraînement, les forces de l'ordre simulaient une importante manifestation de retraités dans un faubourg de Moscou. Ce scénario rappelle la dernière grande vague de manifestations similaire, en 2005, qui avait connu un certain succès. Les grands axes de circulation avaient alors été bloqués.

L'Espagne veut « muscler » la stratégie de Lisbonne. (09.01)

Le Figaro - 08.01

Madrid plaide pour des objectifs chiffrés par pays, assortis de sanctions. Londres et Berlin y sont opposés.

Née dans l'urgence de la crise, l'idée d'un « gouvernement économique » revient en force à l'heure où s'amorce le chantier suivant : remettre durablement l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi. Herman Van Rompuy, président de l'UE, a décrit vendredi l'urgence comme « une question de survie » pour le continent. En écho, le premier ministre espagnol José Luis Zapatero suggère une coordination resserrée des politiques économiques nationales, avec la possibilité de sanctions contre les récalcitrants.

Pour son baptême du feu à Madrid, le premier président du Conseil européen a sonné l'alarme. L'Europe sort de la crise affaiblie et « sur la défensive », dit Herman Van Rompuy. Elle n'a plus le choix. Après l'épreuve, « le potentiel de croissance de l'UE est retombé à un peu plus de 1 % l'an. Ce ne sera pas suffisant pour financer notre modèle social (...) et ce qu'il est convenu d'appeler le mode de vie européen ». L'heure est au parler vrai, aux réformes en profondeur et « à l'effort collectif ».

L'Europe sort de la crise et des soins palliatifs, mais le diagnostic reste sombre, sur fond de croissance anémique et de déclin industriel face à l'Asie et l'Amérique. Le chômage, passé pour la première fois au-dessus de 10 % dans la zone euro, ajoute la morosité. Le premier test d'un sursaut est attendu le 11 février à Bruxelles, lors d'un sommet économique extraordinaire que le président Van Rompuy a lui-même convoqué.

Risque pour la souveraineté

L'Espagne de José Luis Zapatero, qui assure la présidence de l'UE, se dit prête à l'aider. « Il faut absolument engager une autre stratégie (de croissance), de nature contraignante, avec comme horizon 2020 », a expliqué le premier ministre espagnol devant la presse.

Pour Madrid, les règles collectives qui s'appliquent déjà à l'euro, aux déficits publics ou encore la concurrence sur le marché unique offrent un modèle de gouvernance. Il devrait être élargi à un plan européen de redressement à moyen terme. L'idée reste controversée. Si la France pousse depuis dix-huit mois une « coordination accrue » des politiques industrielles, l'Allemagne reste notoirement réticente. Quant à la Grande-Bretagne, elle s'oppose de front à tout empiètement européen sur sa souveraineté.

L'Espagne veut relancer - en plus musclée - l'idée d'un plan d'investissement sur dix ans. Déjà proposée à la fin des années 1990, cette stratégie de Lisbonne devait faire de l'Europe la zone économique la plus compétitive. En 2010, elle se retrouve loin du compte. Aujourd'hui, Madrid veut aller plus loin en imposant aux États des objectifs chiffrés et des dates limites, dans des secteurs jugés cruciaux : l'énergie, l'éducation, l'économie numérique ou encore la formation professionnelle. Le tableau de bord serait surveillé par Bruxelles. « Des mesures incitatives et des mesures correctives compléteront le dispositif, ajoute José Luis Zapatero. Cette fois, il s'agit de s'assurer que les objectifs seront atteints. »

Madrid lance le débat, avec un brin de provocation. Herman Van Rompuy n'a pas repris à son compte l'idée d'une contrainte. La crise a redoré le blason du dirigisme. Mais la recette espagnole risque de heurter les intérêts des États. Les capitales ne verraient pas d'un bon œil l'UE investie d'un droit de regard sur leurs dépenses budgétaires, voire d'un quelconque pouvoir de sanction.

Emeutes de travailleurs migrants dans le sud de l'Italie. (09.01)

AP - 08.01

Des centaines de travailleurs migrants ont saccagé vendredi les rues d'une ville du sud de l'Italie, lors de la deuxième journée consécutive d'émeutes. Selon les autorités, cinq migrants ont été blessés au cours de la journée.

Des affrontements sporadiques ont opposé des migrants originaires pour la plupart de pays africains à la police et aux habitants dans les rues de Rosarno, en Calabre.

Armés de barres de fer et de bâtons de bois, des manifestants ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre et attaqué des habitants et des voitures. En réponse, certains habitants ont tenté de les renverser avec leurs véhicules. Deux migrants ont été blessés aux jambes et aux pieds dans des tirs dans le hameau de Laureana di Borello, à une dizaine de kilomètres de Rosarno, a rapporté un haut responsable de la police. Trois autres ont été frappés à l'aide de barres métalliques, et plus gravement touchés, selon une source hospitalière dans la ville voisine de Polistena.

Jeudi soir, deux hommes, l'un nigérian, l'autre togolais, avaient été légèrement blessés par des coups de feu que les migrants attribuent à des intentions racistes.

Les carabinieri de Reggio de Calabre, la capitale régionale, ont annoncé vendredi en début de soirée que 34 personnes avaient été blessées, parmi lesquelles des migrants, 14 habitants et 18 policiers.

Agazio Loeiro, le gouverneur de Calabre, a déclaré à la chaîne Sky TV que cette violence était "inacceptable" mais que les migrants "avaient été fortement provoqués".

Les écoles et les magasins ont été fermés, selon le ministère de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni a organisé une réunion extraordinaire pour discuter des émeutes et créer une force spéciale chargée de contenir les violences et de gérer les "aspects liés à l'exploitation du travail clandestin et à la santé" des migrants.

Des milliers de migrants viennent chaque année dans la région pour travailler aux récoltes saisonnières. Vivant dans des conditions rudimentaires, ils travaillent souvent sans permis de travail pour de très bas salaires.

Israël approuve la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte. (13.01)

AP - 12.01

Le gouvernement israélien a approuvé la construction d'une barrière le long de sa frontière avec l'Egypte afin de combattre l'immigration clandestine.

Le Premier ministre Benyamin Nétanyahou a approuvé la construction de deux sections de la frontière, l'une non loin de Rafah, dans la Bande de Gaza, et l'autre près de la mer Rouge. Les deux barrières vont couvrir 120km, sur les 250 de la frontière.

"C'est une décision stratégique pour assurer le caractère juif et démocratique de l'Etat d'Israël", souligne le chef du gouvernement dans un communiqué. "Israël restera ouvert aux réfugiés de guerre, mais nous ne pouvons pas permettre que des milliers de travailleurs clandestins inondent Israël par la frontière du sud".

Le porte-parole du gouvernement, Mark Regev, a précisé que le conseil des ministres avait approuvé le plan dimanche soir. La date de construction n'a pas encore été fixée. Le projet devrait coûter environ 400 millions de dollars, selon les médias locaux.

Selon la police israélienne, entre 100 et 200 ressortissants africains pénètrent chaque semaine en Israël depuis l'Egypte. Environ 19.000 demandeurs d'asile sont arrivés depuis 2005, mais des milliers de travailleurs étrangers sont restés malgré l'expiration de leur titre de séjour. Beaucoup vivent dans les bidonvilles de Tel Aviv ou à Eilat, près de la frontière égyptienne.

Inde : une classe moyenne à la fois mondialisée et patriote. (14.01)

Le Monde - 13.01

Derrière la fine couche de milliardaires rituellement glorifiés par le magazine Forbes, s'épanouit en Inde une classe moyenne dopée par la mondialisation. De mieux en mieux formée, parfaitement anglophone - héritage britannique aidant - et ouverte sur le grand large, cette nouvelle élite consommatrice et innovante incarne l'Inde émergente.

De New Delhi à Calcutta, en passant par Bombay et les foyers technologiques que sont devenus Bangalore ou Hyderabad, 60 millions d'Indiens se mettent à l'heure du nouveau millénaire. En valeur absolue, le chiffre est impressionnant : il correspond à la population française. En valeur relative - 5 % de la population indienne -, il est moins reluisant : il souligne la permanence de vertigineuses inégalités sociales.

Face à l'opulence des nouvelles villes scintillantes, 300 millions de personnes, en Inde, continuent de survivre avec moins d'un dollar par jour, concentrant à elles seules le quart de la pauvreté mondiale...

L'existence d'une classe moyenne indienne est une vieille histoire. Sa formation est étroitement liée à l'histoire coloniale, les Britanniques ayant favorisé l'essor d'un groupe indigène voué à relayer leur tutelle. C'est de son sein qu'émergea l'élite nationaliste qui présida à l'Inde nouvelle indépendante en 1947, à l'instar de l'avocat Jawaharlal Nehru.

Après une longue période d'économie socialisante, le lancement de réformes économiques au début des années 1990 libéra de nouvelles forces, nourries des retrouvailles avec la diaspora de 20 millions de personnes installées en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Globalisation et mutations internes - notamment la montée en puissance des castes intermédiaires - conjuguèrent leurs effets pour alimenter l'expansion de cette classe moyenne. Le cabinet de conseil McKinsey anticipe qu'au rythme actuel de la croissance (autour de 7,3 %), 583 millions d'Indiens pourront être assimilés en 2025 à la classe moyenne - soit 41 % de la population à cette date. (il prend ses désirs pour la réalité, Mercedes et d'autres se sont implantés en Inde il y a déjà plus de dix ans en pensant qu'il existait une classe moyenne de 300 millions d'Indiens dont 50 millions dans la tranche haute, or elle n'existait pas ou il fallait diviser ce chiffre par 10 ! - Lutte de classe)

Cette élite émergente est à la fois aspirée par les nouveaux réseaux mondiaux et psychologiquement très attachée à son indianité. Il y a une décennie, elle s'identifiait sans mal au discours nationaliste du parti de la droite dure, le Bharatiya Janata Party (BJP). Inquiète des désordres créés par ce nationalisme hindou, elle s'en est éloignée ces dernières années pour retourner dans le giron du vieux Parti du Congrès, revigoré après une longue éclipse.

Commentaire. Un peu léger comme explication ! D'une part, le Parti du Congrès a compris qu'il ne devait pas se mettre à dos les classes moyennes, par exemple il a doublé les salaires des fonctionnaires, d'autre part, il a mis le paquet lors des dernières élections pour éliminer ses adversaires, entendez par là qu'il a dépensé des centaines de millions d'euros pour acheter les voix des électeurs, il s'est montré plus généreux que le BJP ; selon un ex-député du PMK qui a été battu, le Parti du Congrès aurait dépensé plus de 40.000 crores roupies, 571 millions d'euros, lors des élections en 2009.

Par ailleurs, le pays est totalement gangrené par la corruption, le mal-vivre est permanent et touche toutes les classes, cet article oublie de signaler que le pays s'est lourdement endetté et que c'est grâce au développement du crédit qu'il affiche une certaine santé économique. Là encore, ils ne disent pas à quel prix, l'immense majorité des travailleurs n'ont aucun droit, ils sont à la merci des négriers qui les emploient, ils vivent toujours dans la précarité et la crainte du lendemain, pour en donner la mesure, aucun de mes beaux-frères qui travaillent n'a de contrat de travail, aucun avantage social, aucune protection sociale, le désert social absolu.

Quant à l'aspect "patriote" de la classe moyenne, sans aucune conscience de classe, plus réactionnaire, tu meurs ! A ne pas confondre avec les fonctionnaires qui sont plus proches de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, qui en sont issus, à l'exception des intellectuels qui se comportent en courtisans du régime, qui sont franchement nationalistes ou xénophobes pour la majorité d'entre eux. Le niveau de conscience en général d'un intellectuel ne dépasse pas le niveau du caniveau, à ciel ouvert de préférence ! Leur attrait (de la classe moyenne) pour l'étranger va de paire avec celui de la roupie qui demeure la seule valeur à laquelle ils sont attachés et au confort qu'elle procure, les valeurs universelles de la démocratie ou morales ne les intéressent pas, cela ne fait pas partie de leur culture ou de leur histoire, ils s'en foutent éperdument autant que les classes dominantes au pouvoir et partagent le même cynisme face à la pauvreté que subit la majorité de la population... - Lutte de classe.

USA. Record du nombre de saisies immobilières en 2009 aux Etats-Unis. (15.01)

Reuters - 14.01

Le nombre de procédures de saisies immobilières engagées aux Etats-Unis a dépassé tous les records en 2009 et devrait encore augmenter cette année, compte tenu du niveau du chômage et de la baisse des salaires, annonce RealtyTrac.

La société californienne spécialisée dans les statistiques sur le marché immobilier a comptabilisé un nombre record de 2,8 millions de logements financés par un prêt hypothécaire ayant fait l'objet d'une procédure de saisie l'an dernier, soit 21% de plus qu'en 2008 et 120% de plus qu'en 2007.

Un logement sur 45 a été l'objet d'au moins une procédure de saisie l'an dernier, une proportion multipliée par près de quatre par rapport à 2006.

Sur le seul mois de décembre, les avis de saisies ont concerné plus de 349.000 logements, soit 14% de plus que le mois précédent, malgré plusieurs moratoires, indique RealtyTrac.

Il s'agit du dixième mois consécutif au cours duquel les dossiers de saisies immobilières ont dépassé la barre des 300.000.

Sur l'ensemble de l'année, leur nombre a dépassé la barre des 3,9 millions, un record.

Le taux de défaut de crédit, et donc ses répercussions sur les prix de l'immobilier et l'économie, aurait toutefois été plus important sans les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics et les banques pour éviter les saisies immobilières et les retards de traitements des prêts liés à leur volume élevé, précise RealtyTrac.

Le cabinet s'attend néanmoins à un nouveau record cette année, pour laquelle il prévoit qu'au moins trois millions de procédures de saisies immobilières seront lancées.

De nombreux experts et économistes estiment que les efforts publics et privés pour modifier les conditions de prêts des emprunteurs jugés à risque sont soit insuffisants, soit tardifs pour aider les propriétaires les plus en difficulté.

En rythme trimestriel, les saisies immobilières ont pourtant ralenti au quatrième trimestre, avec une hausse de 7% par rapport au troisième, mais leur nombre a augmenté de 18% par rapport à la période correspondante de 2008.

Les banques ont saisi plus de 918.000 logements l'an dernier, un chiffre record en hausse de 6,5%, par rapport à 2008.

UE. La pauvreté touche 17% des habitants de l'Union européenne. (20.01)

AP - 19.01

Environ 17% des habitants des 27 pays membres de l'Union européenne sont menacés de pauvreté, les enfants et les personnes âgées étant les plus en danger, et 10% de la population n'a pas les moyens de chauffer convenablement son domicile, selon une étude publiée lundi par Eurostat.

Ce taux de pauvreté relevé en 2008 est relativement stable depuis 2005 puisqu'il n'a oscillé qu'entre 16% et 17%, souligne l'institut de la statistique de l'UE. La notion de pauvreté, fondée sur les revenus après transferts sociaux, est relative au seuil de pauvreté, qui varie fortement d'un Etat à l'autre.

Eurostat note aussi qu'en 2008, 10% de la population des Vingt-sept n'avait pas les moyens de chauffer convenablement son domicile, 9% n'avait pas les moyens de s'offrir tous les deux jours un repas composé de viande, de poulet ou de poisson, 9% n'avait pas les moyens de s'offrir une voiture personnelle, et 37% n'avait pas les moyens de partir une semaine en vacances.

Les risques de pauvreté les plus élevés ont été observés en Lettonie (26%), en Roumanie (23%), en Bulgarie (21%) ainsi qu'en Grèce, en Espagne et en Lituanie (20% chacun), et les plus faibles en République tchèque (9%), aux Pays-Bas et en Slovaquie (11% chacun), au Danemark, en Hongrie, en Autriche, en Slovénie et en Suède (12% chacun). Le taux s'élève à 13% en France et au Luxembourg, et 15% en Belgique et en Allemagne.

Par ailleurs, un enfant sur cinq (20%) est menacé de pauvreté dans l'UE, et le risque de pauvreté est plus élevé pour les enfants jusqu'à 17 ans dans 20 des 27 Etats membres. Les taux les plus élevés étaient enregistrés en Roumanie (33%), en Bulgarie (26%), en Italie et en Lettonie (25% chacun), et les plus faibles au Danemark (9%) ainsi qu'en Slovénie et en Finlande (12% chacun).

Les personnes âgées sont également exposées à un risque de pauvreté plus élevé que celui de la population totale: 19% pour les plus de 65 ans. Les taux les plus forts sont relevés en Lettonie (51%), à Chypre (49%), en Estonie (39%) et en Bulgarie (34%), et les plus faibles en Hongrie (4%), au Luxembourg (5%) et en République tchèque (7%).

L'étude confirme par ailleurs que le fait d'avoir un emploi réduit sensiblement le risque de pauvreté, à 8% en moyenne dans l'UE, en s'échelonnant de 4% en République tchèque à 17% en Roumanie.

Afghanistan. Les talibans attaquent au coeur de Kaboul. (20.01)

AP - 19.01

De plus en plus audacieux, les talibans ont lancé une série d'attaques en plein coeur de Kaboul lundi. Au moins 12 personnes ont été tuées, dont sept assaillants, et 71 autres blessées dans des attentats-suicide et affrontements entre insurgés et forces de l'ordre, selon le ministre de l'Intérieur.

Après une série d'explosions et environ cinq heures d'affrontements près de plusieurs ministères et dans un centre commercial, le président Hamid Karzaï a fait savoir que la sécurité avait été rétablie dans la capitale. Des opérations se poursuivaient, à la recherche d'assaillants éventuels.

Il s'agissait de la plus vaste attaque depuis le 28 octobre dernier, lorsque des insurgés équipés d'armes automatiques et de vestes bourrées d'explosifs avaient pris d'assaut une pension de l'ONU. Onze personnes, dont au moins cinq employés onusiens, avaient péri.

Un porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid, a déclaré à l'Associated Press que 20 militants armés, dont certains équipés d'explosifs, étaient entrés dans Kaboul pour viser le palais présidentiel et d'autres édifices publics dans le centre.

Les violences ont éclaté peu avant 10h pour prendre fin cinq heures plus tard environ, après des attaques en quatre endroits dans le centre de la capitale, où des bâtiments publics côtoient des magasins et des hôtels.

Lors du premier assaut, un kamikaze a fait sauter ses explosifs sur une place représentant un grand carrefour près des portes du palais présidentiel, de la Banque centrale et de l'hôtel de luxe Serena, fréquenté par des Occidentaux.

Des affrontements ont éclaté alors que d'autres combats opposaient les forces afghanes à des militants. La police a bouclé la zone, survolée par des hélicoptères.

Plusieurs assaillants ont alors fait irruption dans un centre commercial situé à proximité, déclenchant des affrontements avec les forces de sécurité. Deux hommes sont morts lorsque leur bombe a sauté, provoquant un incendie dans le bâtiment.

Vers 11h17, un autre kamikaze s'est dirigé vers la zone à bord d'une ambulance mais s'est fait exploser après avoir été arrêté à un contrôle près du ministère de l'Education.

Trois assaillants sont ensuite entrés dans un autre bâtiment commercial abritant des bureaux vers 13h, affrontant les forces de sécurité pendant près de deux heures avant d'être tués. L'ensemble de ces précisions ont été fournies par le ministre de l'Intérieur Hanif Atmar lors d'une conférence de presse.

Pendant plusieurs heures, explosions et tirs ont secoué la ville. Des débris jonchaient les rues, rapidement désertées par la foule. Selon le ministre de l'Intérieur, un agent des renseignements a été tué ainsi que deux policiers et deux civils, dont un enfant. M. Atmar a ajouté que 71 autres personnes avaient été blessées, dont 35 civils. La plupart des blessures ont été causées par l'explosion de grenades lancées par les militants, a-t-il précisé.

Cette nouvelle attaque démontre la capacité des insurgés à pénétrer dans une ville pourtant placée sous haute sécurité, notamment près du palais présidentiel et des ministères. Les militants sont de plus en plus audacieux dans leurs actions.

"Nous sommes tellement inquiets, tellement déçus de la sécurité dans la capitale", a confié un témoin des attaques, Mohammad Hussein, un commerçant âgé de 25 ans. "Des dizaines de milliers de soldats américains et de l'OTAN sont envoyés en Afghanistan, et pourtant, la sécurité se détériore dans la capitale", a-t-il déploré.

La communauté internationale espère mettre fin aux progrès de l'insurrection avec le déploiement dans les prochains mois de 37.000 soldats supplémentaires (30.000 Américains et 7.000 des autres pays de l'Alliance), qui s'ajouteront aux 106.000 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN déjà dans le pays. L'armée afghane compte quant à elle environ 94.000 soldats et devrait monter à 134.000 d'ici 2011, la police, forte aujourd'hui de 93.000 hommes, est elle aussi censée recruter. Une conférence internationale sur l'Afghanistan est prévue pour le 28 janvier à Londres.

Cette vague d'attaques s'est produite alors que les membres du cabinet devaient prêter serment, malgré le rejet par le Parlement de plusieurs ministres retenus par Hamid Karzaï. Son porte-parole, Wahid Omar, a précisé que la cérémonie s'était déroulée comme prévu en dépit de "l'attaque terroriste".

Selon Richard Holbrooke, l'émissaire spécial du président américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, les talibans à l'origine de cette opération sont membres de groupes extrémistes opérant dans les zones frontalières entre les deux pays. "Ce sont des gens désespérés, ils sont sans pitié", a-t-il déclaré de New Delhi. "(...) Nous devons nous attendre à ce type d'actions de manière régulière."

Venezuela: le gouvernement nationalise trois nouvelles banques. (20.01)

AP - 19.01

L'autorité de régulation du secteur bancaire du Venezuela a annoncé lundi la nationalisation de trois nouvelles banques privées.

Il s'agit des banques InverUnion Banco Comercial, Banco del Sol et Mi Casa. Les trois organismes faisaient face à de "graves problèmes administratifs et de gestion" qui les auraient empêchées de faire face à leurs échéances à court terme, argue le gendarme bancaire (Sudeban), qui dépend du ministère des Finances. Leur passage sous tutelle était devenu "nécessaire et impossible à différer".

Le gouvernement garantira une partie des fonds détenus par les épargnants dans ces banques, ajoute le communiqué de Sudeban. Le plafond de garantie des dépôts est de 14.000 dollars par personne. Dans les trois banques, plus de 95% des déposants verront ainsi leurs dépôts sauvegardés en intégralité.

Le gouvernement est coutumier du fait au Venezuela, où il défend "la santé et la stabilité du système financier" par ces interventions répétées.

Entre novembre et décembre, le gouvernement a pris le contrôle de huit banques. Neuf directeurs et actionnaires de ces banques ont été arrêtés. L'ancien président du gendarme boursier, Antonio Marquez Sanchez, a également atterri en prison.

Italie. Vote d'un projet de loi mettant fin aux procès contre Berlusconi. (21.01)

Reuters - 20.01

Le Sénat italien a voté en première lecture un projet de loi réduisant la durée des procès, texte qui, selon ses détracteurs, est taillé sur mesure pour mettre fin à des procédures engagées contre le président du Conseil Silvio Berlusconi.

Le Sénat, où Berlusconi dispose d'une confortable majorité, a voté par 163 voix contre 130 le projet de loi du "procès court". Le texte doit maintenant être soumis à la Chambre, où son adoption est pratiquement acquise.

En fonction du degré de gravité de l'affaire, il fixe une limite comprise entre six ans et demi et dix ans pour les trois étapes d'un procès - procès initial, premier appel et appel final. Une extension est possible pour les affaires de mafia et de terrorisme. Au-delà, l'accusé sera automatiquement acquitté.

En raison de son effet rétroactif, cette mesure mettrait fin à deux procès pour corruption et fraude fiscale intentés contre Berlusconi. Ce dernier se dit innocent et affirme être harcelé par les magistrats depuis son entrée en politique, en 1994.

Les limites fixées par le projet de loi sont encore trop longues, a affirmé Berlusconi, ajoutant qu'être traduit en justice en Italie revient à pénétrer dans l'Enfer de Dante.

Des magistrats estiment que la loi pourrait mettre fin à 100.000 procès, dont des affaires de banqueroute frauduleuse dans lesquelles des dizaines de milliers de petits investisseurs tentent de récupérer leurs économies.

Les alliés de Silvio Berlusconi affirment que seulement un pour cent des procès en Italie, qui peuvent durer plus de vingt ans, seraient affectés.

Silvio Berlusconi a perdu son immunité en octobre lorsque la Cour constitutionnelle a jugé qu'une loi introduite par son gouvernement pour le protéger pendant son mandat était contraire au principe constitutionnel selon lequel tous sont égaux devant la loi. Ce jugement a permis la reprise de deux procès.

USA. Obama vs Wall Street : une guerre perdue d'avance ? (25.01)

Figaro.fr - 22.01

La presse et la blogosphère américaines analysent la déclaration de guerre du président contre les grandes banques. Beaucoup saluent le principe. Beaucoup aussi s'interrogent sur la mise en oeuvre.

La déclaration de guerre d'Obama contre Wall Street ? Même le Wall Street Journal a aimé.... le principe. «En mettant de côté l'aspect populiste de l'annonce, Obama a introduit hier dans le débat de la réforme financière sa première idée sérieuse», écrit l'éditorialiste du

«Journal».

Le président américain a adopté la posture du défenseur du citoyen américain spolié en déclarant jeudi vouloir limiter les activités spéculatives des banques ainsi que leur taille. L'idée : que le contribuable ne soit plus obligé de sauver les banques en difficulté. Le moyen : empêcher les banques de grossir à un point tel qu'il devienne impossible de ne pas leur venir en aide en cas de crise.

«Le président a compris un principe essentiel : la prise de risque sur les marchés est incompatible avec une garantie assurée par les contribuables», approuve le Wall Street Journal.

«Punir» les banques

Sur Slate.com (groupe Washington Post), Daniel Gross applaudit des deux mains. Il explique pourquoi et comment le plan Volcker -du nom du conseiller économique ayant inspiré ces mesures- doit «punir» les banques. «Goldman Sachs et Morgan Stanley devront laisser tomber leur statut de banque et retourner sur les marchés pour trouver des financements», écrit-il. «Alors, le coût plus élevé du capital et la difficulté qu'elles rencontreront en levant des fonds les empêcheront de devenir trop grosses. C'est là l'intérêt.»

Néanmoins, Obama «va réaliser rapidement que, si son plan pose les bonnes questions, les détails auront la plus grande importance», nuance le Wall Street Journal. Et ces «détails», justement, soulèvent à leur tour de nombreuses interrogations. Comment, par exemple, séparer les activités de marché des banques réalisées pour leur compte propre et celles réalisées au nom de leurs clients, s'interroge l'économiste Tyler Cowen, du blog Marginal Revolution.

«Les régulateurs auront le plus grand mal à différencier» ces deux activités, répond The Economist. Cas concret : Morgan Stanley devra-t-elle se séparer de Highbridge, un grand fonds d'investissement ? La banque estime qu'elle ne sera jamais amenée à prendre une telle mesure. «Personne n'en est sûr», nuance The Economist. Le cas échéant, ce serait «horrible», confie un cadre de la banque à l'hebdomadaire anglais.

Autre interrogation : si un établissement comme Goldman Sachs abandonne le statut de banque, les autorités la laisseront-elles tomber en cas de pépin ? Clive Crook (Financial Times), répond par une autre question : «Si Goldman Sachs, débarrassée de son statut, ne peut pas être abandonnée à son sort en cas de pépin, à quoi donc aura servi la règle Volcker ?»

Stratégies de contournement

Tout le monde n'est pas d'accord. Le prix Nobel d'économie Paul Krugman, d'habitude fervent supporter de la politique économique d'Obama, craint que les banques contournent la réglementation : «Les établissements financiers créeront des services qui ressembleront à des services de dépôt, agiront comme tels, mais sans bénéficier de garantie d'Etat. Au final, lorsqu'une crise surviendra, il sera difficile de ne pas voler à leur secours.»

USA. Joseph Stiglitz salue le plan Obama pour réformer les banques (25.01)

Reuters - 21.01

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a estimé jeudi que les propositions de Barack Obama visant à limiter la prise financière de risque par les banques de Wall Street était "un grand pas en avant", mais qu'une réglementation des marchés dérivés était toujours attendue.

"Comme c'est toujours le cas avec la réglementation, le diable se cache dans les détails, mais c'est un grand pas en avant par rapport où l'on était", a déclaré Joseph Stiglitz dans une entretien à Reuters Insider TV.

Selon Joseph Stiglitz, qui enseigne à l'Université de Columbia, la leçon de la crise financière de 2008 est que "même les banques d'investissement doivent être fortement régulées".

Mais il a estimé que ces mesures proposées n'allaient pas suffisamment loin en ce qui concerne la réglementation des marchés de produits dérivés, qui ont été montrés du doigt pour avoir exacerbé la crise du crédit.

Les dérivés sont un problème "non seulement avec les très grandes banques, mais pourraient déboucher sur des banques qui sont non seulement trop grosses pour faire faillite, mais trop interconnectées pour faire faillite, comme ce fut le cas avec l'affaires AIG l'an dernier", a-t-il déclaré.

American International Group a eu besoin d'un plan de sauvetage public de très grande ampleur après avoir pris trop de risques en utilisant les CDS (credit default swaps), des produits permettant de s'assurer contre un défaut sur la dette.

Les propositions de Barack Obama ont fait penser à la loi Glass-Steagall prise après la Grande dépression de 1929 et abrogée en 1999, qui avait rendu obligatoire une séparation entre les banques d'affaires et les banques de réseau ayant une activité de commerciale.

Pour Joseph Stiglitz, rétablir cette loi telle qu'elle était n'est pas nécessaire, "mais le concept de base, tentant d'éviter un conflit d'intérêt, en s'assurant que la banque commerciale ne prend pas de risques excessifs, ce principe est important", a déclaré le professeur d'économie.

Au Japon, les électeurs de Nago refusent l'arrivée d'une base américaine. (26.01)

Le Monde - 25.01

Rarement une élection locale aura eu autant d'implications politiques intérieures et internationales que celle, dimanche 24 janvier, du maire de Nago (60 000 habitants) au centre de l'île principale de l'archipel d'Okinawa. Son principal enjeu était le déplacement de la base militaire américaine de Futenma (dans la municipalité de Ginowan) à Henoko, village de la côte orientale de la municipalité de Nago. Un projet à l'origine de tensions entre les Etats-Unis, qui s'impatientent, et le Japon, qui entend tenir compte de l'opinion de ses habitants. La victoire à l'arraché (52 % des voix) du candidat opposé à la construction de la nouvelle base, Susumu Inamine, est un message explicite de la population à Tokyo et à Washington.

Depuis plus de deux mille jours, indique une pancarte, les militants d'une dizaine de hameaux des environs de Henoko surveillent la mer émeraude coupée au loin par l'écume d'une barre de corail. Devant leurs tentes s'ouvre la baie d'Oura, avec ses plages de sable blanc, ses criques rocheuses et ses îlots plantés de pins, qui devrait être partiellement remblayée pour y construire la nouvelle base dotée de deux pistes en forme de V de 1 800 mètres chacune.

La disparition sous une chape de béton de ce paysage enchanteur avec son récif de corail bleu, ses dugongs (espèce protégée de mammifères marins), ses îlots - lieux ancestraux de prières du culte animiste - et ses mangroves a cristallisé l'opposition aux bases américaines à Okinawa.

La lutte des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs cultivant la canne à sucre et le maïs de Henoko s'inscrit dans un mouvement de résistance de plus d'un demi-siècle à la présence militaire américaine. "Longtemps, beaucoup d'habitants d'Okinawa semblaient résignés", dit Yoichi Iha, maire de Ginowan (90 000 habitants). "Quoi qu'ils subissent ou quoi qu'ils fassent pour protester, l'Etat n'en tenait pas compte. Ce n'est plus le cas désormais." Exigeant l'évacuation de la base de Futenma et son cortège de nuisances (bruits, accidents, criminalité), M. Iha est aussi opposé à son transfert en un autre lieu à Okinawa.

Sur une carte de Ginowan, une gigantesque tache grise s'étale au beau milieu de l'agglomération. Dotée d'une piste de 2 800 mètres, la base des marines occupe 25 % de la superficie de la ville. Selon les jours, on dénombre de 100 à 200 atterrissages et décollages qui font vibrer les vitres des habitations en bout de piste. "Le bruit est intolérable", dit un instituteur. Les hélicoptères se succèdent à cinq minutes d'intervalle et, en 2004, l'un d'eux est tombé sur l'université.

Les deux tiers des 47 000 soldats américains déployés au Japon se trouvent à Okinawa. L'Archipel, qui ne représente que 0,6 % de la superficie totale du pays, accueille 34 bases ou cantonnements et 15 champs de manoeuvre. Jusqu'en 1972, Okinawa a été sous l'administration des Etats-Unis. La rétrocession au Japon n'a rien changé à la présence des bases ni entamé les privilèges d'extraterritorialité des troupes américaines.

Au terme d'un accord signé en 2006 après dix ans de négociations, la base de Futenma devait être transférée à Henoko en dépit d'un référendum datant de 1997 par lequel les habitants de Nago avaient exprimé leur opposition à ce projet. Le maire sortant - et aujourd'hui battu -, Yoshikazu Shimabukuro, avait promis des aménagements, mais il était favorable au déplacement à Henoko où, sur les hauteurs, se trouve déjà une base militaire, Camp Schwab.

Aux dégâts environnementaux causés par le remblaiement de la baie d'Oura s'est ajouté le sentiment de beaucoup d'avoir été dupés : en dépit des substantielles subventions de l'Etat pour faire accepter le projet, "le chômage atteint 12,9 % (plus du double de la moyenne nationale) et les contrats de génie civil sont allés aux géants du secteur, laissant des miettes aux entreprises locales", explique Mme Estuko Urashima, activiste d'un mouvement de citoyens à Nago.

Le mécontentement populaire a incité les conseillers municipaux à passer, un à un, du côté des opposants. A Tokyo, le vent avait tourné. Le Parti démocrate du Japon du premier ministre Yukio Hatoyama, au pouvoir depuis septembre, s'est engagé à renégocier l'accord de 2006. A la suite de l'élection de M. Inamine, Tokyo n'a guère d'autre choix que de trouver un site, hors d'Okinawa, pour transférer la base de Futenma et d'affronter le mécontentement des Etats-Unis. D'autant que la lutte à Nago a stimulé d'autres oppositions : au nord de l'île, dans la région montagneuse de Yanbaru, des mouvements de citoyens luttent contre la construction de nouveaux héliports dans ce qui est la plus vaste zone d'entraînement au combat de jungle (7 500 hectares) de l'armée américaine.

COR-L'OMS accusée d'avoir surestimé les risques du virus H1N1. (27.01)

Reuters - 25.01

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est accusée d'avoir exagéré les risques d'une pandémie de grippe A(H1N1) sous l'influence des laboratoires pharmaceutiques.

L'épidémie de grippe A(H1N1) a provoqué pour l'instant, en un peu moins d'un an, 14.000 décès dans le monde, c'est-à-dire moins que la grippe saisonnière alors que 175 millions de doses ont été administrées, selon les chiffres de l'OMS.

Wolfgang Wodarg, médecin allemand et ancien député social-démocrate, a reproché mardi à l'organisation d'avoir "semé la panique", lors d'une audition devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dont il est l'instigateur.

"On a dit que des millions de personnes allaient mourir", a-t-il rappelé. Il a estimé que l'OMS avait commis "une erreur grave, d'un point de vue scientifique", en affirmant que la grippe A, un virus dont la dangerosité n'était pas avérée, ferait "au moins 500.000 morts".

"Cela a permis à l'industrie pharmaceutique d'engranger des recettes très juteuses", a-t-il affirmé en évoquant un surcroît de dépenses de 18 milliards de dollars pour les systèmes de santé publique.

Keiji Fukuda, conseiller spécial auprès du directeur général de l'OMS sur les pandémies grippales, a défendu la stratégie de l'organisation.

Il a nié que la décision de l'agence des Nations unies de déclarer l'état de pandémie ait été influencée par les liens qu'entretiennent nombre d'experts de l'OMS, scientifiques ou chercheurs, avec les laboratoires pharmaceutiques.

Elle a été prise à l'unanimité, a-t-il affirmé.

"Une pandémie, c'est lorsqu'un nouveau virus de la grippe apparaît et se répand dans le monde entier", a-t-il poursuivi.

"Le fait d'avoir un nombre élevé de morts ne fait pas partie de la définition de l'OMS", a-t-il expliqué. "La pandémie de 1918 (connue sous le nom de grippe espagnole) a tué 50 millions de personnes dans le monde. Elle avait commencé par quelque chose de pas très menaçant".

"CLIMAT DE SUSPICION"

Keiji Fukuda a rappelé que les experts auprès de l'OMS étaient tenus "avant chaque réunion" de déclarer tout conflit d'intérêt dont ils pourraient faire l'objet en raison de lien avec une entreprise ou un organisme extérieur.

Ces informations restent néanmoins confidentielles au nom du respect de la vie privée, a-t-il ajouté.

Luc Hessel, représentant de l'association des producteurs européens de vaccin (EVM), a "fermement rejeté les accusations" du Dr Wodarg.

"L'industrie du vaccin a fait ce qui lui était demandé", a affirmé ce médecin français. "Il est difficile de spéculer sur le retour sur investissements", a-t-il ajouté en évoquant les quatre milliards de dollars investis par les fabricants de vaccins en recherche et développement sur les pandémies grippales au cours des dix dernières années.

Il a rappelé que les laboratoires allaient donner 160 millions de vaccins à l'OMS pour les pays en développement.

En France, où l'épidémie de grippe A est terminée, la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, fait face à de vives critiques de l'opposition, qui l'accuse d'avoir exagéré la menace.

Le gouvernement français avait commandé 94 millions de doses de vaccins mais s'est résolu à en annuler 50 millions.

"Il y a un climat de suspicion parce que c'est un sujet compliqué. Peut-être aussi parce qu'il y a eu beaucoup d'annonces contradictoires", a déclaré mardi sur France Inter le professeur Alice Dautry, directrice générale de l'institut Pasteur, à Paris.

"Ceci étant dit, il faut que les scientifiques travaillent avec les industriels. Chaque année, il faut définir quel est le virus qui dans six mois va donner la grippe saisonnière", a-t-elle ajouté, souhaitant la transparence dans ce domaine.

Yémen: « Une situation trop explosive pour envisager une intervention plus directe ». (29.01)

Libération.fr - 28.01

Interview. Au lendemain de la conférence de Londres sur le Yémen, présenté au cours de ces dernières semaines comme le nouveau sanctuaire d'Al-Qaeda, le chercheur Franck Mermier revient sur les annonces occidentales pour le régime de Sanaa.

Avant l'Afghanistan, le Yémen. Une vingtaine de pays se sont réunis mercredi à Londres pour évoquer l'avenir de cet État à la pointe de la péninsule d'Arabie. Présenté comme le nouveau sanctuaire d'Al-Qaeda, le Yémen fait face à de nombreux autres défis: une pauvreté endémique (140e rang mondial pour le PNUD); la rébellion zaïdite dans le nord du pays, à la frontière saoudienne; et un mouvement séparatiste dans le sud.

Que retenir de cette conférence, voulue par Gordon Brown après l'attentat manqué sur le vol Amsterdam-Detroit (l'auteur présumé des faits, Umar Farouk Abdulmutallab aurait été formé au Yémen)? Le régime de Sanaa a obtenu le soutien des pays occidentaux, d'abord sur le plan économique.

Les participants ont ainsi annoncé une conférence des donateurs à Ryad les 27 et 28 février, essentiellement pour assurer le suivi des promesses d'aide financière formulées en 2006 à hauteur de 5 milliards de dollars, mais très partiellement honorées. Le chercheur et anthropologue Franck Mermier (1), du CNRS, revient sur les implications de cette conférence.

Que retenir de la réunion de mercredi à Londres ?

D'abord, elle n'a duré que deux heures, ce qui est très rapide. Les 21 pays réunis ont confirmé leur soutien au régime et à la lutte contre Al-Qaeda. Mais on peut surtout voir qu'Hillary Clinton a conditionné l'aide économique au régime avec la mise en place d'un agenda de réformes socio-économiques, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Une partie de l'aide accordée en 2006 n'a pas été dépensée. Il y a des craintes de détournement. C'est pour cela que l'allié américain a posé des conditions, qui restent floues pour le moment. Il faudra aussi définir une date pour les prochaines élections législatives, qui ont déjà été reportées.

Peut-on accorder un certain crédit au pouvoir d'Ali Abdallah Saleh, qui se maintient depuis 32 ans, pour tenir cet objectif ?

Depuis un an, on assiste à un durcissement du régime sous couvert de la lutte contre Al-Qaeda. Ce durcissement vise les membres de l'opposition démocratique. Plusieurs journaux, à l'image d'Al-Ayyam, dont le propriétaire a été jeté en prison en janvier, ont été fermés. Le prétexte Al-Qaeda a permis au régime de se relancer sur le plan économique. Avant le 25 décembre, on ne parlait pas de ce pays. L'attentat manqué du vol Amsterdam-Detroit a renforcé l'attention de la communauté internationale. Le régime de Sanaa a utilisé comme cette couverture comme prétexte pour mener des actions anti-démocratiques, en «qaïdisant» l'opposition.

Jusqu'où les occidentaux sont-ils prêts à s'engager au Yémen ?

Le renforcement reste seulement logistique pour l'instant, car les occidentaux ont conscience qu'une implication directe entraînerait une crispation de la société yéménite. D'ailleurs, il y a eu mardi au Yémen une réunion entre plusieurs dizaines de chefs tribaux et religieux, dont Sadek Al-Ahmar, chef de la tribu Hachid, et Abd-el-Majid Zendani, le responsable du principal mouvement islamiste dans le pays. Ils ont mis en garde la conférence de Londres contre toute intervention dans les affaires yéménites, avec la menace de recourir au Djihad.

Les Américains sont déjà intervenus par l'intermédiaire de drones, en 2002. Mais il n'existe pas de preuves de la présence de leurs forces spéciales sur le terrain. En revanche, ils apportent une aide logistique aux unités anti-terroristes yéménites. La situation est trop explosive pour envisager une intervention plus directe. Sans oublier la psychose du bourbier afghan ou irakien.

Quelle est la principale menace aujourd'hui pour le régime yéménite?

La rébellion zaïdite semble confinée au Nord. En revanche, le mouvement séparatiste semble s'étendre et gagner en popularité au sud. Il s'est trouvé un leader avec Ali Salam Al-Bid, l'ancien président du Yémen du Sud, aujourd'hui en exil. La conjoncture est donc menaçante pour Sanaa et l'appui occidental est bienvenu.

Par ailleurs, on sait qu'il y a eu des frappes aériennes de l'armée yéménite, notamment à Abyan, sur ce qui était considéré comme des positions d'Al-Qaeda. Ces attaques ont causé des dizaines de morts, parfois civils. Cela a créé une solidarité entre les familles. Si les attaques ne sont pas ciblées, elles peuvent avoir un impact inverse de celui recherché, car elles seront considérées comme venant d'un ennemi extérieur.

(1) Co-auteur, notamment, de l'ouvrage «Le Yémen contemporain» - Paris Karthala, 1999

Hamid Karzaï tend la main aux talibans. (29.01)

LeMonde.fr avec AFP - 28.01

Le président afghan, Hamid Karzaï, a rallié, jeudi 28 janvier, la communauté internationale à sa nouvelle stratégie de la "main tendue" aux talibans repentis, lors d'une conférence à Londres sur l'avenir de l'Afghanistan. "Nous devons tendre la main à tous nos compatriotes, en particulier nos frères désabusés qui ne sont pas membres d'Al-Qaida ou d'une autre organisation terroriste", a déclaré M. Karzaï, devant près de 70 pays, en présentant son plan de "réconciliation" avec les talibans, qui propose argent et travail aux insurgés repentis.

La communauté internationale a promis de consacrer plus de 140 millions de dollars à un fonds destiné à la réinsertion de ces talibans, a déclaré David Miliband, le ministre des affaires étrangères britannique. Les talibans concernés devront toutefois "respecter les principes inscrits dans la Constitution afghane, couper leurs liens avec Al-Qaida et les autres organisations terroristes et poursuivre leurs objectifs de manière pacifique", avertit le communiqué final approuvé après une journée de travaux.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

La rencontre, une des plus importantes jamais organisées sur l'Afghanistan, a également accéléré le transfert aux Afghans de la responsabilité en matière de sécurité, vers une pleine souveraineté afghane. Selon le communiqué, "les participants ont salué l'objectif du gouvernement afghan visant à ce que les forces armées afghanes prennent le commandement de la majorité des opérations dans les zones instables d'ici à trois ans et assument la responsabilité de la sécurité sur le terrain d'ici à cinq ans".

Pour accompagner la transition, les forces de sécurité afghanes seront portées à 300 000 d'ici octobre 2011, "beaucoup plus que les forces alliées", a précisé le premier ministre britannique, Gordon Brown, dans un discours. Aucun calendrier de retrait des alliés n'est cependant fixé.

D'autant que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a tenu à tempérer ce transfert de responsabilité. "Nous soutenons le plan de transition de l'OTAN, mais il doit être clair (...) que ce n'est pas une stratégie de sortie", a déclaré la chef de la diplomatie américaine. "Il s'agit d'établir les conditions qui permettront aux forces afghanes de prendre la direction en toute sécurité dans une zone donnée", a-t-elle expliqué, en précisant : "Nous continuerons à soutenir nos partenaires afghans pendant la transition."

ENCORE CINQ À QUINZE ANS DE SOUTIEN INTERNATIONAL

Le chef du gouvernement britannique n'a pas caché son pessimisme quant à l'avenir du pays. "Nous savons tous que 2009 a été une année difficile en Afghanistan et qu'il y a encore une période difficile devant nous", a-t-il déclaré. M. Brown a rappelé que l'année 2009 avait été la plus meurtrière du conflit entamé à la fin de 2001 et estimé que la guerre avait atteint "un moment décisif". "Chacun des pays représentés ici aujourd'hui, a-t-il souligné, reconnaît que cette mission est vitale pour nos sécurités nationales, la stabilité de cette région cruciale, et la sécurité du monde".

Plus tôt, au cours d'un entretien sur la BBC, le président afghan avait estimé que son pays aurait besoin de l'aide internationale pendant de nombreuses années. "En ce qui concerne l'entraînement et l'équipement des forces de sécurité, cinq à dix ans seront suffisants", a déclaré M. Karzaï sur radio BBC4, avant de préciser que, pour le soutien financier, "la période sera étendue de dix à quinze ans".

Dix ans après sa naissance, le mouvement altermondialiste s'interroge sur son avenir politique (30.01)

Le Monde - 29.01

Les altermondialistes vivent une crise d'identité qui s'est reflétée dans les débats du Forum social mondial (FSM) qui ont pris fin vendredi 29 janvier à Porto Alegre (Brésil).

Les participants à cette rencontre, qui marquait le dixième anniversaire du mouvement, ont émis peu d'autocritiques ex cathedra. Mais beaucoup ont exprimé leurs frustrations, sur les estrades et en coulisses, face à la difficulté de transformer leur réseau d'influence en un contre-pouvoir planétaire capable de résister au "capitalisme néolibéral prédateur".

Le FSM affronte un problème de fonctionnement, dû à sa nature même, celle d'un mouvement qui se veut autonome, autogestionnaire, très démocratique et respectueux de l'extrême diversité des courants qui le composent.

Se posent à lui des questions d'organisation et de programme : comment centraliser sans verser dans le centralisme ? Comment concilier les exigences globales et les aspirations locales ? La pluralité et la nécessité d'élaborer un "agenda commun planétaire" ? Comment éviter la fragmentation des mouvements sociaux ? Quel type de relations faut-il avoir avec les partis ou les gouvernements "progressistes", notamment ceux de la gauche radicale latino-américaine ?

Pour mieux articuler le "global" et le "local", le FSM cherche depuis plusieurs années la solution en décentralisant ses débats. Après le lever de rideau de Porto Alegre, 27 forums régionaux auront lieu cette année dans le monde entier. Sur le fond, peu de réponses ont été apportées à ceux qui déplorent que "l'usine à idées" du Forum produise aussi peu d'outils conceptuels pour mener des actions concrètes, permettant à la société civile globale de s'affirmer.

"On peut réfléchir autant qu'on veut dans les vestiaires, mais c'est sur le terrain que le match se gagne", lance Joao Pedro Stedile, animateur du Mouvement des sans-terre au Brésil. "Le Forum n'a pas de projet politique", soupire Heloisa da Silva Vieira, une enseignante communiste de Rio de Janeiro. "Nous manquons de vision", constate Nandita Shah, une féministe venue d'Inde.

Tous analysent la crise financière mondiale comme une bonne nouvelle qui valide les thèses du Forum, et la décrivent comme le plus grave symptôme "des limites", "de l'usure", voire "de l'échec" du capitalisme. Mais ils sont déçus que la famille altermondialiste n'ait pas su exploiter l'événement à son profit en mobilisant massivement les énergies. La philosophe Susan George rêve à ce sujet d'une journée d'action mondiale semblable à celle qui, en février 2003, avait fait descendre dans les rues des millions de manifestants contre la guerre en Irak.

De manière générale, les altermondialistes dénoncent encore beaucoup plus qu'ils ne proposent. Le discours altermondialiste conserve les Etats-Unis pour cible privilégiée. Rares sont ceux qui, comme le Français Bernard Cassen, de l'association Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens), se livrent à quelques constats gênants, par exemple à propos de la Chine d'aujourd'hui, qu'il dit ne pas tenir "pour une alliée des mouvements sociaux". "Nous devons, ajoute-t-il, cesser de considérer les pays du Sud comme un ensemble homogène où les rivaux de nos adversaires seraient forcément nos alliés."

Le FSM frappe aussi par son silence sur les sujets de société qui divisent ses membres - la libéralisation de l'avortement, la dépénalisation des drogues -, sur ceux dont l'évocation embarrasserait les pouvoirs "amis" de la région comme le Venezuela - les atteintes à la liberté d'expression, les ravages de la violence urbaine - ou encore sur d'autres thèmes qui préoccupent les citoyens du monde, comme les dangers du terrorisme islamiste.

Commentaire. "Le Forum n'a pas de projet politique", "Nous manquons de vision", une "usine à idées" en panne, tout est dit ici en quelques mots. En dehors de la lutte des classes, point de salut !

Espagne. Le PSOE en bon gestionnaire du capitalisme. (30.01)

LeMonde.fr et Reuters - 29.01

Côté cour - Le nombre de chômeurs en Espagne a augmenté de 1,1 million en l'espace d'une année, et le taux de chômage s'est établi à 18,83 % à la fin 2009, a annoncé vendredi l'Institut national de la statistique. Au total, l'Espagne comptait 4,326 millions de chômeurs fin décembre, contre 3,207 millions un an plus tôt, sur une population totale d'environ 46 millions de personnes.

Le nombre de personnes ayant un travail a baissé de 1,21 millions en un an, à 18,645 millions à la fin 2009.

Les étrangers, dont beaucoup d'hommes peu qualifiés employés dans le secteur du BTP avant la crise, sont les plus affectés par le chômage, avec un taux de 29,7 %, contre 16,8 % pour les Espagnols. L'envolée du chômage a eu des conséquences lourdes pour l'économie du pays, notamment à cause de la forte baisse de la consommation des ménages qui a pesé sur le produit intérieur brut. Fin 2009, il y avait 1,22 millions de foyers espagnols où tous les membres actifs étaient au chômage.

Le gouvernement a aussi annoncé qu'il allait relever l'âge de départ légal à la retraite de 65 à 67 ans.

Le gouvernement a déjà annoncé des hausses d'impôts, dont un relèvement de 2% de la TVA, ce qui devrait permettre de collecter 40 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires, environ 4% du PIB, au cours des trois prochaines années.

Côté jardin - L'Espagne a présenté vendredi un plan destiné à réaliser 50 milliards d'euros d'économies d'ici 2013, via notamment une baisse des dépenses publiques représentant 4% du PIB, dans l'espoir de rassurer des marchés financiers qui s'interrogent sur la qualité de sa dette.

Le déficit budgétaire 2009 a atteint l'équivalent de 11,4% du PIB sous le coup de la baisse des rentrées fiscales et des plans de soutien à l'économie.

L'Espagne doit ramener son déficit public sous le seuil des 3% de son PIB non seulement pour se conformer aux règles édictées par Bruxelles mais également pour rassurer des marchés déjà échaudés par les difficultés budgétaires de la Grèce, autre pays membre de la zone euro.

Standard & Poor's, qui a réduit de "AAA" à "AA+" la note de la dette espagnole en début d'année dernière, a abaissé à négative sa perspective en décembre dernier.

Commentaire. Le PSOE soigne son jardin, normal, non ?

Le président de l'Université libre de Tunis critique M. Ben Ali : l'établissement devra fermer. (30.01)

Le Monde - 29.01

Pour Mohamed Bouebdelli, il s'agit d'une "décision politique, dictée par la haine et la vengeance". Quatre mois après avoir publié sur Internet un livre critique sur le président Ben Ali, le fondateur et président de l'Université libre de Tunis (ULT) a été sanctionné. Sa création, sa fierté - la plus ancienne des universités privées de Tunisie -, s'est vu notifier la suspension de ses activités par le ministère de l'enseignement supérieur.

Née il y a trente-cinq ans, l'ULT, très cotée en Tunisie, forme chaque année 1 500 étudiants en ingénierie, architecture, droit et gestion. Elle n'a désormais plus le droit de prendre de nouvelles inscriptions. Tout juste est-elle autorisée à achever les cursus en cours.

Officiellement, l'ULT présente "nombre de carences et irrégularités d'ordre administratif et pédagogique". Pour Mohamed Bouebdelli, ces reproches ne sont qu'"une mise en scène destinée à (le) sanctionner".

C'est en octobre 2009 que cet ingénieur de formation, qui a passé vingt ans de sa vie en France avant de regagner la Tunisie en 1972, bascule dans l'opposition ouverte au président Ben Ali. Il met en ligne un ouvrage - Le jour où j'ai réalisé que la Tunisie n'est plus un pays démocratique (www.bouebdelli.com) - dans lequel il rappelle les promesses de M. Ben Ali au moment de son arrivée au pouvoir en 1987 et souligne ses reniements. Dans la foulée, l'auteur avance une série de propositions pour faire de la Tunisie un pays démocratique.

Au sein de l'opposition, le "ralliement" de Mohamed Bouebdelli en fait grogner quelques-uns. Si l'homme est reconnu pour ses compétences d'éducateur - outre l'université, il a créé un collège et un lycée privés -, on lui reproche d'avoir mis trop de temps avant de se démarquer franchement du pouvoir. D'autres, au contraire, voient en lui un symbole éclatant de l'échec du régime. "Ben Ali décourage même ceux qui sont les mieux intentionnés à son égard, souligne un observateur. Bouebdelli aurait pu être son allié, pas son adversaire ! Mais il a fini, comme tant d'autres, par se laisser du système."

"Le dé clic"

En réalité, avant même d'entrer en dissidence ouverte, Mohamed Bouebdelli avait déjà des ennuis avec le régime. Tous les cinq ans, un membre du clan au pouvoir (les Ben Ali ou les Trabelsi, du nom de l'épouse du chef de l'Etat) lui réclamait un passe-droit pour l'un ou l'autre de ses protégés. Passe-droit qu'il refusait, affirme-t-il, malgré les sommations et les mesures de rétorsion. La tension montait.

En mai 2007, c'est le clash. On lui annonce la fermeture de son lycée, vraisemblablement pour ne pas faire de concurrence à l'école que vient d'ouvrir l'épouse du chef de l'Etat... "Ç'a été le dé clic. J'ai compris ce jour-là ce qu'était l'arbitraire", dit-il.

M. Bouebdelli reçoit chaque jour des manifestations de sympathie, de parents d'élèves autant que de policiers ou de cadres de l'administration, tous consternés par la sanction qui frappe l'université. "Les gens sont scandalisés, mais ils sont paralysés par la peur. Chacun me dit : "Je suis avec vous, mais j'ai une famille, comprenez-moi"", soupire-t-il. Contactées pas Le Monde, les autorités tunisiennes n'ont pas souhaité réagir.

Afghanistan. La tension monte entre Otan et Afghans après une bavure. (31.01)

Reuters - 30.01

Le bombardement par erreur d'une base de l'armée afghane par des troupes de l'Otan a déclenché une nouvelle crise entre Afghans et Alliance atlantique.

Deux autres incidents ont eu lieu samedi, provoquant la mort de deux soldats américains et deux civils afghans.

La bavure impliquant des "tirs amis" a eu lieu dans la province de Wardak, au sud-est de Kaboul, où les forces étrangères et afghanes menaient des opérations vendredi soir, a rapporté Shahedullah Shahed, porte-parole du gouverneur de Wardak.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) a été visée par des tirs sans savoir qu'ils venaient de soldats afghans et a réclamé des renforts aériens, qui ont bombardé un avant-poste de l'armée afghane récemment installé.

"Quatre soldats sont morts et six autres ont été blessés quand les frappes aériennes étrangères ont visé leur base", a dit le porte-parole. "Nous ne savons pas comment c'est arrivé mais c'est très regrettable."

L'Isaf a raconté l'incident en ces termes dans un communiqué: "Les premiers rapports sur l'opération indiquent que des tirs d'armes légères sont venus d'un poste avancé de combat de l'armée nationale afghane (ANA) et qu'un soutien aérien appelé consécutivement par la force alliée a probablement tué quatre soldats de l'ANA."

Tenant de désamorcer la polémique, les responsables de l'ANA et de l'Otan ont annoncé une enquête commune.

"Nous travaillons dur pour coordonner et synchroniser nos opérations", a dit Eric Tremblay, porte-parole canadien de l'Isaf.

Dans la même province de Wardak, un interprète afghan a tué par balles deux soldats américains car il était "mécontent" de ses conditions de travail, selon des responsables américains.

Un responsable provincial afghan, qui a requis l'anonymat, a déclaré qu'avant d'ouvrir le feu, l'interprète s'était querellé avec des militaires à propos de son salaire. Il a été à son tour abattu par d'autres soldats.

TENSIONS

Un troisième incident s'est produit dans la province voisine de Ghazni, où des soldats de l'Otan ont ouvert le feu sur un véhicule qui ne s'était pas arrêté malgré leurs injonctions, tuant deux civils et en blessant un autre.

Les bavures des forces alliées sont une grande source de tensions entre le gouvernement et les troupes occidentales qui le soutiennent.

La population a manifesté sa colère à plusieurs reprises ces dernières semaines, visant principalement les Américains. Ceux-ci composent les deux-tiers de l'Isaf, qui n'a pas identifié la nationalité des troupes impliquées dans les "tirs amis".

"Comme vous le voyez, ils ont largué des bombes sur notre poste avancé. Ce sont les Américains, bien sûr. Qui d'autre nous bombarderait ?" a dit un ancien du village de Salar à Reuters télévision.

Les Nations unies assurent que l'Isaf a réussi à limiter le nombre de victimes civiles depuis que son commandant, le général Stanley McChrystal, a fait diffuser un guide en ce sens l'année dernière.

Le ministère afghan de la Défense a demandé que les responsables soient traduits devant un tribunal militaire.

"Les soldats impliqués dans cet horrible incident doivent être jugés selon la loi martiale, sans aucune hésitation, pour qu'ils soient punis pour leurs actes", a dit le ministère.

La force internationale s'inquiète également des conflits grandissants entre ses troupes et les Afghans avec qui elles travaillent.

En novembre et décembre, un policier puis un soldat afghans ont tué au total six soldats occidentaux. La mois dernier, un agent double jordanien muni d'un gilet d'explosifs a tué sept employés de la CIA.

Italie. Des magistrats italiens protestent contre un projet de réforme. (31.01)

Reutres - 30.01

Des magistrats italiens ont quitté samedi les tribunaux pour protester contre un projet de réforme judiciaire proposé par le président du Conseil Silvio Berlusconi.

Ce dernier est en conflit avec les magistrats depuis des mois, les accusant d'être des communistes voués à sa perte, et il a promis des réformes qui, selon ses détracteurs, sont taillées sur mesure pour lui éviter des poursuites.

De la Sicile à Milan, des magistrats brandissant un exemplaire de la Constitution ont quitté les audiences solennelles marquant la rentrée judiciaire lorsque les représentants du gouvernement ont commencé leurs discours.

"Peloton d'exécution, égout, cancer, métastase - ce sont quelques-uns des mots utilisés par le Premier ministre et ses adjoints pour nous désigner", a déclaré Gioacchino Natoli, de l'Association nationale des magistrats, organisatrice de la manifestation.

"Nous ne voulons plus faire l'objet de cette agression constante".

Les magistrats ont été particulièrement ulcérés par un projet de loi qui réduirait fortement la durée maximale des procès et qui aurait pour effet de mettre fin à deux procès pour corruption et fraude fiscale engagés contre Berlusconi.

Ce dernier rejette toutes les accusations portées contre lui et se dit victime d'un acharnement des magistrats à son encontre.

De nombreux magistrats conviennent que des réformes sont nécessaires, mais ils font valoir qu'imposer artificiellement une limite de temps est contre-productif et risque d'accroître la criminalité.

"Lorsque la critique est aveugle et refuse de reconnaître quoi que ce soit, elle est moins crédible", a déclaré le ministre de la Justice Angelino Alfano lors d'une cérémonie à L'Aquila au cours de laquelle il a critiqué le mouvement de protestation.

Chine. Les expropriations violentes se multiplient en Chine. (31.01)

Le Monde - 30.01

Les conflits liés aux expropriations sont en pleine recrudescence en Chine. Pour tenter d'y remédier, un nouveau projet de réglementation a été publié, vendredi 29 janvier, sur le site du bureau des affaires légales du Conseil d'Etat. Les citoyens sont invités à soumettre leurs commentaires par écrit jusqu'au 12 février. Les compensations seront désormais calculées en fonction des "prix du marché". Les résidents ne pourront être expulsés avant la fin des procédures engagées devant la justice. Et la violence et les méthodes dissuasives, comme des coupures d'électricité ou d'eau, ne devront en aucun cas être employées contre eux.

Le temps presse. Le plan de relance chinois, censé empêcher toute déstabilisation sociale, produit l'effet inverse car il faut vite expulser pour lancer les infrastructures inscrites au budget. Les gouvernements locaux, qui tirent en Chine leurs revenus des ventes de terrain, cherchent à profiter de la bulle immobilière, alimentée par l'afflux d'argent frais dans les sociétés d'Etat ou assimilées. La flambée des prix nourrit en retour une anxiété croissante dans la population.

IMMOLATION PAR LE FEU

Cette course infernale fait des victimes. Dans le Guangxi, à Lipu, un homme a été tué par la police le 12 janvier : des villageois opposés à la réquisition de leurs terres s'en étaient pris à un juge qui avait tranché en leur défaveur. Dans le Guangdong, à Yangshan, des batailles rangées entre des habitants résistant à la démolition de leur maison et la police ont fait plusieurs blessés, le 18 janvier.

En novembre 2009, l'acte de désespoir de Tang Fuzhen, une femme de 47 ans qui s'était immolée par le feu sur le toit de sa maison dans la banlieue de Chengdu - les images ont circulé sur Internet - avait ému l'opinion. Elle possédait une maison de trois étages, et y avait installé son entreprise. Les autorités locales souhaitaient construire à cet emplacement une route pour desservir une nouvelle centrale de traitement des eaux. Elles ont refusé de l'indemniser en prétextant l'absence de permis adéquats. Quand l'équipe de démolition a molesté sa soeur et sa nièce, Tang Fuzhen s'est donné la mort.

"En Chine, la notion d'expropriation est entendue comme un droit de recours à la force, au mépris de toute procédure", explique Chen Duanlong, un professeur de la faculté de droit de l'université de Pékin qui a publié avec quatre experts, début décembre, une lettre ouverte pour dénoncer le caractère non constitutionnel de la réglementation. "Pour que dans un rapport d'achat et de vente, le "vendeur" se suicide, c'est qu'il est dans une impasse. Que peut faire un propriétaire chinois mécontent ? Pétitionner ? C'est voué à l'échec. Porter plainte ? Le système judiciaire est contrôlé par le pouvoir qui exproprie. Le résultat est que les gens se tournent vers la violence et les actes extrêmes" poursuit-il.

Pour M. Chen et ses confrères, il est nécessaire de refondre en profondeur la loi, dans la mesure où la notion de "prix du marché", telle qu'elle est spécifiée dans les nouvelles règles, ne vaut que si celui-ci est fixé par une entité indépendante. Selon le juriste, prohiber la

violence contre des citoyens ne suffit pas, encore faut-il que ceux-ci disposent de possibilités de recours.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)